

Les crédits

10 milliards de dollars. Le gouvernement aurait eu ainsi suffisamment d'argent pour financer VIA Rail, voire pour investir dans l'achat de matériel roulant neuf.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je rappelle au député que les questions et les commentaires qui suivent une intervention doivent porter directement sur le sujet de cette intervention.

M. Keyes: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je signale simplement que nous parlons de VIA Rail et que toutes les questions que le député a abordées, l'environnement, les finances et ainsi de suite, portent directement sur l'intervention du député qui le précédait.

Révérence parler, madame la Présidente, je crois que tous les commentaires que nous avons faits portaient sur cette propriété collective que nous appelons VIA Rail.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Lorsque le député a la parole pour participer au débat, il peut naturellement aborder toute question ayant trait à la société Via Rail, qui fait l'objet de la motion proposée aujourd'hui. Les questions ou les observations qui suivent l'allocution d'un député doivent être directement liées à son allocution et non constituer en soi un débat.

M. Pagtakhan: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Malgré tout le respect que je dois à la présidence, je crois essentiel que vous nous éclairiez sur les jugements du genre de celui que vous venez de rendre. Si le Règlement le permet, pourriez-vous, madame la Présidente, signaler exactement ce qui n'était pas pertinent dans tout ce que mon collègue a dit. Tout m'a semblé très pertinent.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je suis persuadée que le député de Winnipeg ne tient pas à se lancer à ce moment-ci, dans un débat avec la présidence. Il sera toujours temps de consulter ensemble plus tard le Beauchesne et le Règlement.

La période des questions et observations est désormais expirée. Le ministre d'État aux Transports a la parole pour participer au débat.

L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Transports)): Madame la Présidente, je suis heureuse de prendre part au débat d'aujourd'hui. En écoutant les discours pronon-

cés par les députés d'en face depuis environ une heure, on pourrait croire que nous nous préparons à faire disparaître complètement le service ferroviaire au Canada, et qu'il n'y aura plus aucun train circulant d'un océan à l'autre. Rien n'est plus loin de la vérité.

Il est vrai que nous avons réduit les services de VIA Rail, et nous avons des motifs de le faire. Ces motifs, les députés d'en face les connaissent. Je crois qu'il est injuste pour les Canadiens qui regardent le débat de faire des déclarations propres à laisser croire qu'il n'y aura plus aucun train circulant au Canada. C'est faux.

Le gouvernement s'est engagé à édifier une économie forte, à en stimuler la croissance et à la rendre concurrentielle face aux autres nations commerçantes. Afin d'atteindre cet objectif, nous devons mettre en place des bases solides sur lesquelles notre économie pourra se développer au cours des prochaines années.

Il est donc essentiel de prendre les mesures propres à maîtriser le déficit et à réduire la dette nationale, élément dont les députés de l'opposition n'ont pas l'air de se soucier. Il est également essentiel d'instaurer le cadre financier adéquat pour soutenir une croissance économique continue.

La politique du transport de notre gouvernement tient compte de ces objectifs. Les transports sont un élément déterminant dans notre économie et ils le seront toujours. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à mettre en place un système de transport sûr et efficace pour le bénéfice de tous les Canadiens. C'est d'ailleurs autour de cet engagement que s'articule la réforme de la réglementation de l'économie que nous avons entreprise.

Avec l'avènement du libre-échange, les transports ont pris une place cruciale dans notre développement économique. À la veille d'une nouvelle décennie et d'un nouveau siècle, le Canada doit avoir un système de transport rentable pour préserver et améliorer sa position dans le commerce mondial. Pour relever ce défi, nous devons profiter au maximum de chaque mode de transport: aérien, ferroviaire, maritime et routier.

Continuer à subventionner un mode de transport, qui coûte de plus en plus cher et dont on se sert de moins en moins, n'est pas un bon investissement dans notre avenir, surtout si l'on y injecte l'argent des contribuables cana-